



D'hier à aujourd'hui, l'industrie en France, et en particulier l'industrie chimique

À l'occasion de la Semaine de l'industrie (7-13 avril 2014)

En 1988, *Le Monde* publiait une grande page sur « Les transformations de la chimie », sous-titrée « Bénéfices records au premier trimestre ». Selon les chiffres du Crédit commercial de France (CCF) publiés en janvier 1988, l'Europe se trouvait alors au cœur du commerce chimique mondial. À l'époque, la chimie tenait une place de tout premier plan dans le paysage industriel de la France, la troisième après la construction mécanique et l'automobile, avec un chiffre d'affaires de 287 milliards (Md) de francs (soit environ 44 Md d'euros), dont près de 40 % à l'exportation, et un excédent commercial dégagé de 21 Md de francs. Ses investissements (14 Md) et ses dépenses de recherche (15 Md) représentaient ainsi 20 % de l'ensemble de ces dépenses dans le secteur de l'industrie. Entre 1970 et 1987, la production de l'industrie chimique a progressé de 90 % environ, contre 35 % pour l'ensemble de l'industrie française.

Mais la même étude du CCF soulignait que, malgré des chiffres encourageants, la productivité européenne restait faible par rapport à celle de l'industrie chimique américaine, le chiffre d'affaires de cette dernière étant de 192 200 dollars par salarié contre 119 400 dollars en Europe. En cause : un effort insuffisant de restructuration et de modernisation des installations, et un investissement relativement timide en R & D. Rappelons qu'à cette époque, en France, la R & D de l'industrie chimique, dont la pharmacie, était largement financée sur fonds propres, alors que celle de l'industrie automobile était subventionnée, et qu'elle était assurée jusqu'à 80 % par l'État pour l'aéronautique et l'espace.

C'était il y a presque 25 ans. Où en sommes-nous maintenant ? L'industrie française a perdu quelques deux millions d'emplois, dont une partie a bénéficié aux services, notamment à des services financiers. La désindustrialisation comme facteur de progrès, d'équilibre du commerce extérieur et autres bénéfices a même été enseignée à l'ENA.

La tradition centralisée de la France et le culte du diplôme ont certes permis la gestion de grands programmes technologiques liés à la souveraineté nationale (nucléaire, espace, défense, etc.), ainsi que la constitution de grands acteurs industriels comme EDF, Areva, Thalès ou Safran... Mais les grands groupes internationaux n'ont pas toujours, bien au contraire, favorisé l'emploi de production en France, préférant s'implanter dans des pays à la fois proches des marchés et avec une main d'œuvre peu coûteuse. Comment s'étonner alors que 52 % des dirigeants des PME françaises de plus de dix salariés n'envisagent pas de développer leur entreprise*. Souffrant du « syndrome de Peter Pan », davantage que leurs homologues allemands, ils se sentaient peu légitimes, mal compris, complexés, et surtout rejetés par un environnement entretenu dans sa crainte des risques industriels, notamment chimiques, fantasmés plus

souvent qu'avérés (le classique « *Not in my backyard* »). La formation elle-même pêche par le mépris dont sont chargées les filières techniques et le peu d'implication de nos industriels dans la formation professionnelle, initiale et continue.

Or, il y a une vingtaine d'années, les succès économiques allemands, et japonais surtout, étaient déjà attribués à l'existence d'un réseau de PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire), fers de lance de la compétitivité et pourvoyeuses d'emplois. On dénombre 4 600 ETI en France – soit trois fois moins qu'en Allemagne –, alors qu'elles y réalisent 38 % des investissements globaux, 33 % de nos exportations et emploient 30 % des salariés.

Les « Quarante piteuses » (par opposition aux « Trente glorieuses »), qui ont vu le déclin de l'industrie, ont été caractérisées – est-ce un hasard ? – par le remplacement des scientifiques à la tête de nombre de grands groupes par des gestionnaires, tous secteurs confondus. Souvent issus d'écoles de commerce prestigieuses, et rejoints par un certain nombre d'ingénieurs ou de normaliens attirés par les hauts salaires, les uns et les autres étaient influencés par les méthodes de gestion américaines. Ils ont ainsi été aisément convaincus que les pays émergents étaient concurrentiels non seulement en termes de coût, mais également sur le plan technologique, et qu'il fallait leur laisser le champ libre pour la production de biens divers...

La tendance récente, liée semble-t-il à la crise de 2008, du retour de scientifiques, ingénieurs ou docteurs es sciences, parfois détenteurs d'un double diplôme en management, parmi les dirigeants de grandes entreprises ouvre de nouvelles perspectives. Leur formation leur permet de mieux appréhender la complexité du monde et des marchés, tout en conservant un sens critique et une forme d'humilité leur rappelant si besoin était qu'une solution n'est la meilleure que dans un contexte donné et à un moment donné. Cette aptitude à analyser et à apprendre, couplée à des compétences managériales, explique la multiplication des alliances comme celle de Centrale Paris en cours de fusion avec Supélec et qui se rapproche de l'ESSEC, ou le couple lyonnais EM (Ecole de management) et Centrale...

Si ces nouveaux chefs d'entreprise, nantis d'une solide formation scientifique et sensibles au concret plus qu'à l'immatériel, prenaient la responsabilité de notre patrimoine industriel, alors peut-être la France pourrait-elle construire un réseau actif et compétitif internationalement, en appui ou non aux grands projets que notre colbertisme initie. La chimie française – son industrie et sa recherche, publique et privée – y retrouverait alors la place qu'elle mérite et qui lui revient.

Rose Agnès Jacquesy
Rédactrice en chef

* Enquête OSEO, 2008.

« Vers une industrie moins... industrielle ? »

L'économie française, comme beaucoup d'économies développées, se désindustrialise à un rythme rapide, souvent jugé préoccupant. Cette évolution du tissu productif est plus profonde qu'il n'y paraît. Au-delà d'un basculement de la production et des emplois depuis les secteurs industriels vers les secteurs de services, les activités des entreprises deviennent plus complexes et plus diversifiées, au point que la frontière entre services et industrie est aujourd'hui difficile à cerner. L'exploration des données de bilan des entreprises françaises révèle que 83 % des entreprises industrielles ont une production de services pour autrui et que près du tiers produisent, en réalité, plus de services que de biens. Entre 1997 et 2007, cette tendance à produire des services s'est renforcée. Cette « servitisation » de l'industrie suggère qu'un processus de désindustrialisation est aussi à l'œuvre au sein même des entreprises industrielles. »

Matthieu Crozet et Emmanuel Millet

Extrait de la lettre du CEPII (février 2014, n° 341).